

Statement

Minister for
International
Trade



Déclaration

Ministre du
Commerce
extérieur

90/61

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DU MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,

JOHN C. CROSBIE,

DEVANT LE

CONSEIL DES GENS D'AFFAIRES CANADA-URSS

MOSCOU

Le 24 octobre 1990

Monsieur Katushev, Monsieur Kanayev, Monsieur Nodwell, Messieurs les membres du Conseil des gens d'affaires Canada-URSS, Mesdames et Messieurs. J'aimerais d'abord vous dire combien je suis enchanté d'avoir été invité à prendre la parole devant un aussi grand nombre d'éminents représentants d'entreprises de nos deux pays.

Il y a presque deux ans de cela que l'idée d'un conseil commercial binational a été lancée par M. Albert Reichmann, l'un de nos grands chefs d'entreprise, et par d'autres industriels canadiens intéressés. Le Conseil a été officiellement formé, en association avec la Chambre de commerce et d'industrie de l'URSS, pendant la visite que le premier ministre Mulroney a effectuée dans votre pays en novembre dernier. Cette semaine, je pilote une délégation comprenant 30 dirigeants d'entreprises canadiennes, trois députés et des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux.

Nous voulons imprimer un nouvel élan à la coopération économique qui a été engagée l'automne dernier, lorsque le vice-premier ministre Mazankowski a visité l'Union soviétique, et qui a été renforcée par la visite de notre Premier Ministre en novembre. À cet égard, j'ai eu le plaisir de rencontrer le ministre des Relations économiques étrangères, M. Katushev, et le ministre soviétique des Pêches, M. Kotlyar, lorsqu'ils ont visité le Canada plus tôt cette année. Aujourd'hui, M. Katushev et moi signerons le Protocole annuel de coopération économique à l'issue des consultations périodiques de notre Commission économique mixte. Je participerai ensuite à l'ouverture officielle du bureau du Conseil à Moscou. Pendant toute la semaine, je vais rencontrer des ministres, visiter des installations, écouter et m'informer, et chercher des possibilités d'accroître le commerce et l'investissement entre nos deux pays.

En résumé, nous voulons faire savoir que le Canada est plus que jamais prêt à mener des affaires avec l'URSS. Le secteur privé canadien collabore avec le gouvernement pour appuyer l'effort de l'Union soviétique pour s'orienter vers une économie de marché encadrée. Nous appuyons la réforme économique et la modernisation alors que votre pays tente de s'intégrer davantage au commerce mondial à l'instar du Canada et des autres nations. Le séminaire de ce matin - qui a pour thème «Connaissez le Canada» - n'est que la dernière d'une série d'initiatives qui reflètent l'engagement du Canada d'appuyer les efforts pour ériger une économie de marché.

Dans nos échanges de ce matin, nous avons tenté de combler le manque d'information sur nos technologies de pointe,

davantage au commerce mondial à l'instar du Canada et des autres nations. Le séminaire de ce matin - qui a pour thème «Connaissez le Canada» - n'est que la dernière d'une série d'initiatives qui reflètent l'engagement du Canada d'appuyer les efforts pour ériger une économie de marché.

Dans nos échanges de ce matin, nous avons tenté de combler le manque d'information sur nos technologies de pointe, sur les façons de mener des affaires, sur le rôle du gouvernement dans l'économie et sur d'autres éléments qui font du Canada un partenaire commercial si intéressant. Je profite de cette occasion 1) pour encourager la libéralisation plus poussée du commerce et de l'investissement étrangers en URSS, 2) pour expliquer pourquoi le Canada devrait de plus en plus être votre partenaire commercial privilégié, 3) pour décrire comment le gouvernement canadien peut faciliter les contacts; et enfin, pour mentionner les succès commerciaux ainsi que l'évolution dans le secteur privé et qui nous intéressent tous.

Nous, au Canada, suivons avec grand intérêt les extraordinaires changements qui se produisent en Europe (de l'Ouest et de l'Est), et bien sûr en URSS. Les entreprises canadiennes - grandes et petites - n'ont jamais accordé autant d'attention aux perspectives commerciales qui s'ouvrent en URSS.

La présence du Conseil des gens d'affaires et ma mission commerciale de 30 dirigeants d'entreprises canadiennes soulignent l'engagement de nos milieux d'affaires à façonner des alliances stratégiques et à jouer un rôle productif et efficace dans l'internationalisation de la «perestroïka» dans un monde qui connaît de moins en moins de frontières. L'URSS a heureusement de vastes ressources - tant humaines que matérielles -, une grande vigueur et beaucoup d'endurance, ainsi qu'un potentiel technique qui seront progressivement mis en valeur au fur et à mesure que l'État réduit son contrôle. La décentralisation de la gestion et de la planification économiques, conjuguée à la dissolution du monopole sur le commerce extérieur, multiplie déjà les possibilités d'opérations rentables entre nos deux pays.

En 1983, le secrétaire de l'Agriculture d'alors, Mikhaïl Gorbatchev, visitait des fermes et des usines canadiennes pour voir de lui-même les avantages d'une économie ouverte. Sept ans plus tard, il revenait au Canada comme Président de l'URSS et déclarait publiquement qu'«il est gratifiant de voir le gouvernement canadien appuyer sans réserve le désir du secteur privé du Canada d'aider l'URSS en soutenant l'intégration de notre pays à l'économie mondiale. Nous mettons de grands espoirs dans le Conseil des gens d'affaires Canada-URSS». Le président Gorbatchev, qui s'est vu à juste titre décerner cette année le prix Nobel pour la paix, a reconnu les forces de notre marché libre.

Les changements économiques posent aussi d'importants défis, mais nous vous encourageons à affronter réalistement ces problèmes: il est important de ne pas perdre confiance et de ne pas se replier sur soi-même. La persévérance et la patience seront essentielles, non seulement aux citoyens soviétiques, mais aussi aux entreprises canadiennes; les changements induits par la logique du marché vont exiger des souffrances à court terme pour obtenir des gains à long terme. La partie canadienne est préoccupée par des arrérages de plusieurs millions de dollars, par la réticence à emprunter sur notre ligne de crédit et par le manque d'information sur les nouveaux acheteurs potentiels - je veux dire les entreprises, les associations de production, les fermes, les administrations municipales, les organisations de république et les diverses autres entreprises. Il faudra donner plus de confiance aux milieux d'affaires pour inciter un plus grand nombre d'entreprises à prendre le risque de commercer avec votre pays.

Le Canada a un marché remarquablement ouvert à la libre concurrence ainsi qu'une économie mixte où se côtoient des corporations privées et publiques, des entreprises axées sur le profit, des syndicats, des instituts de recherche-développement gérés par le gouvernement et l'industrie, des éléments fondamentaux de propriété privée comme les fermes et les entreprises familiales ou individuelles, ainsi que des bourses actives. Ces caractéristiques sont équilibrées et appuyées par des sauvegardes comme le régime de sécurité sociale, l'assurance-maladie et l'assurance-chômage, la santé et l'éducation publiques, des règlements industriels et une politique de redistribution des impôts perçus. Tout cela donne de la qualité, de l'efficacité, une forte productivité, un excellent service et des clients satisfaits.

Je crois que des réunions comme celle-ci et des entretiens comme ceux que j'ai cette semaine en URSS démontrent notre acceptation du fait que nous pouvons sensiblement favoriser l'internationalisation de l'économie soviétique en partageant notre technologie, nos capacités de gestion, notre philosophie de marketing, nos systèmes d'exploitation, nos compétences techniques et nos procédures sur une base mutuellement avantageuse. Les entreprises canadiennes ici représentées sont prêtes à le faire parce que cela signifie de bonnes affaires pour tous les intéressés en cette période où les tensions internationales ont été nettement réduites. C'est, si vous voulez, le «dividende de la paix» des années 1990.

Mais pourquoi le Canada serait-il un partenaire intéressant? D'abord, parce que de nombreuses similarités rendent nos pays très compatibles. Ceux-ci ont des points communs en ce qui concerne la superficie, la géographie, la géologie, le climat, les conditions agricoles, le capital-ressources et les problèmes d'infrastructure; ils ont tous deux

des collectivités éloignées et dispersées, des zones littorales, une société multiculturelle, un régime politique fédéral et des relations bilatérales qui ne cessent de s'améliorer. Notre coopération en matière de pêche est excellente. Nous avons tous deux intérêt à exploiter les possibilités économiques qui s'offrent en Europe et en Asie. De fait, le Canada et l'URSS sont deux nations qui bordent le Pacifique. Nous sommes depuis longtemps un fournisseur fiable de produits céréaliers à votre pays: ce commerce a engendré un climat de confiance et de respect mutuels dont nous profitons tous. Nos deux pays ont été de proches alliés dans la lutte contre le fascisme au début du siècle.

De plus, il est important de noter qu'un Canadien sur dix a des liens ancestraux avec cette région du monde, soit avec l'URSS et l'Europe de l'Est. Ces liens historiques influencent l'héritage linguistique et culturel, favorisent les relations familiales, améliorent la connaissance mutuelle et fondent le réseau des contacts d'affaires. La vocation exportatrice de notre pays n'est certainement pas entravée par un amour commun du hockey: en fait, le sport nous aide à nous mieux connaître l'un l'autre.

Si nous ne pouvons ignorer le plus grand pays du monde, vous ne pouvez non plus vous permettre d'ignorer l'une des sept puissances industrielles du monde au coeur de l'Amérique du Nord. Notre accord de libre-échange avec les États-Unis, le marché le plus riche et le plus concurrentiel au monde, nous permet de continuer à offrir des techniques de pointe, des biens et des services de toute première qualité et fortement demandés. Le rôle clé que nous jouons au GATT et dans les institutions financières internationales reflète notre poids économique - celui d'une nouvelle économie mondiale ayant un PIB trois fois moins élevé que le vôtre mais aussi une population dix fois moins importante que la vôtre.

Le Canada mérite votre attention parce qu'il occupe une très bonne place dans le commerce mondial. Parmi les nations du monde, nous occupons par exemple le sixième rang pour notre industrie automobile, le quatrième rang pour notre industrie aérospatiale, le deuxième rang pour notre parc d'hélicoptères civils, le neuvième rang pour nos opérations boursières et le premier rang pour la longueur de notre réseau de télécommunications. Le Canada est le plus gros exportateur mondial de produits forestiers, de minéraux et de poissons. Nous nous sommes aussi taillé une réputation internationale pour les télécommunications, l'agro-alimentaire, les mines, les pâtes et papiers, le pétrole et le gaz, le transport urbain, les chemins de fer et l'acier.

De plus, les sociétés canadiennes ont une solide expérience du travail en milieu froid, des techniques de construc-

tion, de la biotechnologie, de la petite industrie, de la production de biens de consommation, de la vente de systèmes et de la préparation de projets. L'exemple le plus récent d'un mégaprojet parrainé par le Canada est l'énorme projet Hibernia actuellement mis sur pied pour l'exploitation de pétrole et de gaz au large des côtes de ma province, Terre-Neuve, dans la région atlantique du Canada. Demain, je visiterai un autre projet énorme - soit le complexe de traitement de gaz sulfuré que la société canadienne Lavalin a aménagé à Tenghiz, dans le lointain Kazakhstan, près de la mer Caspienne. Mais nous espérons que les représentants d'entreprises soviétiques envisageront d'utiliser nos techniques de conservation de l'énergie pour économiser des roubles. Vos scientifiques et vos ingénieurs sont aussi invités à étudier nos techniques de protection de l'environnement et de gestion des déchets pour contribuer à maintenir la qualité des lacs d'eau douce, des sols, des forêts et du climat polaire de la planète. Je suis heureux de dire, à titre d'exemple, que nous collaborons déjà étroitement pour préserver les stocks de poisson de l'Atlantique Nord.

Sur le plan technique, le Canada a été le berceau de nombreuses grandes innovations: par exemple, l'invention du téléphone par Alexander Graham Bell et la première transmission transatlantique à partir de Signal Hill (Terre-Neuve). Il a eu les premiers réseaux de téléphone numérique, à fibres optiques et cellulaires au monde. Et aussi les plus longs. Le Canada, qui s'est classé au troisième rang en technologie spatiale avec son satellite de radiodiffusion directe, fournit actuellement le bras télémanipulateur et le télescope solaire dont est équipée la navette spatiale de la NASA. Les chercheurs canadiens travaillent à mettre au point le «garage intersidéral» de la future station spatiale internationale.

Parmi nos technologies de pointe adaptées aux besoins de l'URSS, citons le matériel d'aridoculture, les instruments d'exploration géologique, la téléinterprétation, les avions à décollage et atterrissage courts, l'amélioration génétique du bétail, la transmission de données et la commutation par réseau service numérique, les appareils de cobalthérapie pour le traitement du cancer, le matériel de lutte contre les feux de forêts et le matériel de récolte, les installations hydroélectriques ainsi que le matériel de transport et de distribution de l'hydroélectricité, l'exploration, le forage et le transport du pétrole par pipeline, la fusion des métaux, le raffinage des produits pétrochimiques et la transformation du caoutchouc et des matières plastiques. Dans le secteur des services, les compétences canadiennes en matière de génie civil et de techniques de construction par temps rigoureux sont reconnues universellement.

Dans les domaines de la publicité, de l'édition, de la comptabilité, des banques, des services juridiques et des études

de marché, nos services sont aussi bons que ceux de tout autre pays industrialisé. Enfin, nous avons tout lieu d'être fiers de nos écoles de gestion de renommée internationale, comme celles des universités Western Ontario et McGill. Quelques organisations canadiennes spécialisées dans les technologies de pointe pourraient être intéressées à aider l'URSS à convertir ses entreprises de production d'armements en usines de fabrication ultra-modernes à vocation civile lorsque ces entreprises auront fait connaître la demande qu'elles cherchent à satisfaire ainsi que leurs capacités ou leurs propositions.

L'Union soviétique excelle, notamment aux stades de la théorie et de la recherche, dans un certain nombre de technologies de grand intérêt, comme la physique des hautes énergies, les matériaux de pointe, la biotechnologie, la médecine, la supraconductivité à température élevée et les lasers. Il existe, de toute évidence, une certaine complémentarité entre la science et la technologie qui ne peut manquer d'attirer les esprits entreprenants. Notre coopération pourrait prendre une autre forme, en ce sens que l'industrie canadienne pourrait vous aider à commercialiser votre technologie à des fins d'application pratique et dans une perspective de profit.

Voyons ce que fait le Gouvernement du Canada pour stimuler les échanges commerciaux avec les contacts d'affaires soviétiques. En plus de l'envoi, dans le cadre du Mois du commerce extérieur, d'une mission commerciale qui visitera quatre villes dans trois républiques soviétiques, je voudrais souligner un certain nombre d'autres initiatives:

- 1) Le gouvernement canadien a créé un fonds de développement économique de plusieurs millions de dollars en vue de rembourser une partie des frais que des entreprises canadiennes ont engagés dans des études de préinvestissement (en URSS) et dans la formation de gestionnaires soviétiques; ce programme sera en vigueur jusqu'en 1993.
- 2) Notre nouveau consulat général, qui sera ouvert à Kiev l'an prochain, sera fortement axé sur l'expansion du commerce. Je suis heureux de pouvoir vous annoncer la nomination de M. Nestor Gayowski au poste de premier consul général à Kiev. Une rencontre avec M. Gayowski est prévue plus tard dans la semaine, à Kiev.
- 3) Grâce à l'aide additionnelle fournie par le nouveau fonds, il sera possible d'accroître la participation aux foires commerciales et de contribuer davantage au financement de missions d'étude préalable, de symposiums sur les affaires, de publications d'information sur les marchés et d'associations de gens d'affaires.

- 4) M. Michael Bell, qui occupait un poste de délégué commercial à Moscou, a récemment été nommé ambassadeur du Canada en URSS. Notre gouvernement a également affecté deux autres délégués commerciaux à notre ambassade à Moscou et accru le personnel de l'Administration centrale, à Ottawa, qui s'occupe des relations avec l'URSS.
- 5) J'ai invité les représentants des gouvernements provinciaux à m'accompagner dans cette visite afin qu'ils puissent rencontrer leurs homologues des républiques soviétiques et discuter de formes présentes et futures de partenariats.
- 6) La Société canadienne pour l'expansion des exportations a ouvert une ligne de crédit de 500 millions de dollars à la Vnesheconombank et offre d'autres services de financement et d'assurance des exportations.
- 7) Le Canada, comme l'URSS, est un membre fondateur de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement dont nous détenons 3 % du capital-actions. Parallèlement, nous appuyons les mesures que prend l'URSS en prévision de son adhésion au GATT.
- 8) Le gouvernement aidera activement les entreprises canadiennes à participer à deux foires internationales sur les télécommunications et sur les techniques de construction, qui se tiendront à Moscou l'an prochain. Le mois dernier, nous avons appuyé les exposants canadiens à des salons de machines agricoles et de techniques d'importation qui se sont également tenus à Moscou.
- 9) Enfin, mes fonctionnaires organisent, pour 1991, des visites de délégations industrielles qui examineront les possibilités de mise en valeur des ressources dans la région extrême-orientale de l'URSS, ainsi que dans les secteurs agro-alimentaire et énergétique.

Le Gouvernement du Canada partage l'enthousiasme que ressent le secteur privé canadien pour la véritable «explosion» du nombre de visites réciproques par des gens d'affaires. Nous avons maintenant des occasions stimulantes d'examiner la possibilité de coentreprises, de licences de fabrication, de franchisage, d'ententes de transfert ou d'échange de technologie, d'alliances stratégiques, d'accords de paiement en produits et de positionnement mondial sur les marchés de tiers pays, par exemple, celui de l'Inde.

Ce type de collaboration a déjà porté fruit pour les entrepreneurs ici présents qui ont fait preuve de bon jugement en recourant à la coentreprise. M. Jack Nodwell de la société

Canadian Foremost a été l'un des premiers à poursuivre ce genre d'activité il y a plus de vingt ans. De nombreuses autres entreprises, dont Canadian Fracmaster et Lavalin, sont membres du Conseil des gens d'affaires Canada-URSS, qui a déjà d'importantes réalisations à son compte. Cette semaine, je présiderai à la signature, par Cancom of Canada, d'un accord portant sur les communications par satellite. D'autres coentreprises sont à l'étude.

Je dois aussi signaler la visite au Canada, la semaine dernière, de représentants commerciaux et de professionnels de l'Ukraine, en contrepartie de la visite qu'une délégation canadienne avait effectuée dans cette république l'automne dernier. Le groupe a présenté, à Toronto, un symposium ayant pour thème «Comment mener des affaires en Ukraine». De même, en juillet et en août de cette année, l'université York a organisé, pour 60 cadres intermédiaires de l'URSS, un programme pancanadien d'échanges Est-Ouest de deux mois sur les affaires. Le programme était axé sur l'étude des forces du marché, des principes et méthodes de gestion en Occident et de l'esprit d'entreprise. Le mois prochain, une mission commerciale de suivi organisée par l'université York se rendra dans de nombreux centres de l'URSS. Le programme est appuyé par mon Ministère.

En conclusion, Mesdames et Messieurs, je voudrais souligner le fait que le Canada souhaite voir réussir la «perestroïka» et la restructuration de l'économie pour que l'activité soit davantage axée sur les marchés. Il en va de l'intérêt de tous. Nous sommes donc disposés à collaborer, par des relations élargies, en vue d'exploiter le plus rapidement possible les possibilités présentant un intérêt commun. Nous vous recommandons d'entrer en contact avec nos gens d'affaires canadiens, les délégués commerciaux de notre ambassade et les membres de mon personnel. Le gouvernement du Canada vous invite à exploiter les possibilités commerciales nouvelles et améliorées résultant de la détente politique, et à faire appel à l'expertise et à l'expérience du secteur privé canadien. Je puis vous assurer que les entreprises canadiennes sont prêtes à agir, dans la perspective d'une ouverture encore plus grande de l'économie soviétique. Le processus sera stimulé par la ratification rapide d'un accord de protection des investissements étrangers, par des réformes encore plus libérales, et par la transparence accrue des données sur la demande et les tendances des marchés. Nous recherchons un accès plus facile aux représentants commerciaux, aux utilisateurs finals et aux décideurs locaux. Quant aux projets envisageables, il nous faut des garanties financières, ainsi que des propositions économiquement viables de la part de ceux qui auront à les exécuter. C'est dans ce domaine que les gouvernements doivent prendre l'initiative et créer les conditions qui inciteront les entrepreneurs de chaque pays à conclure des affaires dont nous bénéficierons tous.

J'espère bien que ce symposium et les événements et faits nouveaux qui s'y rattachent vous inciteront à envisager avec enthousiasme la perspective de faire affaire avec le Canada. Maintenant, vous pouvez affirmer : «Ya znayoo Kanadoo! Spassiba.»

«Je connais le Canada. Merci.»